



Taux actuels de **d'émaciation** : 3.4% **retard de croissance** : 17% **Proportion souffrant d'insuffisance pondérale** : 6.4%

Source : Gouvernement gabonais (DHS, 2012)

Bons résultats

- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Gabon : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2018.
- Le pays a pleinement consacré le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel dans son droit interne.
- Gabon : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire.
- Gabon : en 2017, 93.8% de la population a accès à une source d'eau potable améliorée.
- Gabon : 94.7% des femmes de 15 à 49 ans ont rété vues, au moins une fois pendant leur grossesse, par un agent de santé qualifié en 2012.
- Gabon : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est bon.

Points à améliorer

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (1.5% des dépenses publiques en 2019) ne correspondent pas aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- Gabon : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (9.7% des dépenses publiques en 2017) ne correspondent pas tout à fait aux engagements (15%) énoncés dans la Déclaration d'Abuja.
- Gabon : l'État n'a pas assuré la sécurité foncière des populations rurales. La délivrance de titres de propriété est médiocre et les marchés fonciers fonctionnent mal.
- Gabon : dans ce pays, la loi n'accorde pas aux femmes les mêmes droits économiques qu'aux hommes. Hommes et femmes jouissent des mêmes droits d'accès à la propriété des terres agricoles, mais la loi n'est pas effectivement appliquée et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Gabon : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (Plan Stratégique du Gabon Emergent) accorde peu d'importance à la nutrition.
- Gabon : l'État n'a distribué que deux fortes doses de supplément en vitamine A à 0 % des enfants en 2018.
- Le faible accès à des installations sanitaires améliorées (47.4% en 2017) entrave l'obtention de meilleurs résultats en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Gabon : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation est médiocre.
- Gabon : les dispositifs de protection sociale sont élémentaires et ne couvrent que peu de risques pour un nombre limité de bénéficiaires.

**Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)****Dépenses publiques**

	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	1.5%	2019	39e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ²	9.7%	2017	14e ex aequo

Politiques

Accès à la terre (sécurité foncière) ³	Médiocre	2019	36e ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ³	Moyen	2019	29e ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	89.6%	2012	8e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale ³	Médiocre	2020	8e ex aequo

Lois

Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ³	Médiocre	2016	29e ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ⁴	Dans la loi, pas dans la pratique	2019	3e ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques ⁴	Pas dans la loi	2019	16e ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2016	1er ex aequo

¹ Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la l'agri. (énoncés dans la Déclaration de Maputo de l'UA) ● >=75 % <100% ● >=100%

² Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la santé (énoncés dans la Déclaration d'Abuja de l'UA) ● >=75 % <100% ● >=100%

³ Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

⁴ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)**Dépenses publiques**

	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Sectoriel uniquement	2019	16e ex aequo

Politiques

Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	0.0%	2018	45e
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2015	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	93.8%	2017	8e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	47.4%	2017	13e
Visites médicales pour les femmes enceintes	94.7%	2012	16e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Faible	2025	40e ex aequo
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2018	1er ex aequo

Lois

Consécration du CICS [^] dans le droit interne ²	Pleinement consacré	2019	1er ex aequo
--	---------------------	------	--------------

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays).

² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré.

[^] Code international de commercialisation des substituts du lait maternel